

**ARRETE DE VOIRIE N°2024 016 PORTANT ALIGNEMENT K162 K163 K164 K992 K1110 K1111**

**LE MAIRE DE SAINT-DENIS-SUR-LOIRE**

- VU** la demande en date du 28 février 2024 par laquelle Maître Eve CHAMPION agissant en qualité de notaire demeurant à BLOIS 41004 – 12 Place Jean Jaurès BP 90072, demande l'alignement au droit des parcelles cadastrées section K 162, K 163, K 164, K 722, K 992, K 1110, K 1111, commune de SAINT-DENIS-SUR-LOIRE
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU** le règlement général de voirie du 01/02/1965 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,
- VU** l'état des lieux

**ARRETE**

**ARTICLE 1 - Alignement.**

Les parcelles K 162, K 163, K 164, K 722, K 992, K 1110, K 1111 sont à l'alignement des voies communales.

**ARTICLE 2 - Responsabilité.**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 3 - Formalités d'urbanisme.**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

**ARTICLE 4 - Validité et renouvellement de l'arrêté**

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai d'UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. À défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait à Saint-Denis-sur-Loire, le 15 mars 2024  
Le Maire,



Patrick MENON

**DIFFUSIONS**

Le bénéficiaire pour attribution  
La commune de Saint-Denis-sur-Loire pour attribution

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex 1 dans les deux mois à compter de sa notification.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.